



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 30 MAI 2022**

mettant en demeure la société ALOXAN de respecter des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et de l'arrêté préfectoral du 19 février 2021 pour l'exploitation de son établissement sur le territoire de la commune de BETSCHDORF

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 février 2021, complétant et modifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter les installations de la société ALOXAN sur la commune de BETSCHDORF ;
- VU** le rapport du 31 mars 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** les non-conformités relevées lors de l'inspection du 25 mars 2022 et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est ainsi contrevenu à l'article 11

« ... Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles les noms des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ... »

et à l'article 12

« ... L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours... »

de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est ainsi contrevenu à l'article 3

« valeurs de référence ... »

et à l'article 6

« ... Les programmes de surveillance de ses émissions de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1991 sont maintenus... Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire,
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,
- les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais... »

de l'arrêté préfectoral du 19 février 2021 susvisé.

**CONSIDÉRANT** que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

**APRÈS** échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Prescriptions à respecter**

La société ALOXAN est mise en demeure pour son établissement sis 1, rue de l'Industrie à BETSCHDORF

- de mettre à jour **d'ici le 30 juin 2022**, GIDAF avec les valeurs réelles des résultats d'analyses reçus et y apporter un commentaire en cas de dépassement de celles-ci.
- d'apposer, **d'ici le 30 septembre 2022**, les noms et les motions de danger des produits utilisés sur l'ensemble des cuves de traitement, conformément aux prescriptions en vigueur.
- d'ajouter, **d'ici le 30 septembre 2022**, sur un plan du site, les endroits où sont stockés et utilisés les produits dangereux, afin de mettre celui-ci à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, conformément aux prescriptions en vigueur.

### **Article 2 : Mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

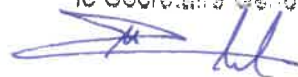
## Article 5 : Exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg ;
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société **ALOXAN**, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de BETSCHDORF.

La préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



Mathieu DURAMEL